

**Steve DOUANLA MELI**

Doctorant Ph.D à la Faculté des Sciences  
Économiques et de Gestion de l'Université de  
Yaoundé II-Soa. Cameroun  
Email: [douanlasteve@yahoo.fr](mailto:douanlasteve@yahoo.fr)

**Benjamin FOMBA KAMGA**

Enseignant-chercheur à la Faculté des Sciences  
Économiques et de Gestion de l'Université  
de Yaoundé II-Soa. Cameroun  
Email: [fombal@yahoo.fr](mailto:fombal@yahoo.fr)

## RÈGLEMENTATION DU SYSTÈME BANCAIRE ET EXCLUSION FINANCIÈRE AU CAMEROUN

**Résumé :** Cette étude se propose d'analyser la contribution de la réglementation du secteur bancaire à l'exclusion financière au Cameroun. Il ressort de cette analyse que, des obstacles de nature réglementaire affectent aussi bien l'offre que la demande des services bancaires. Le nombre assez élevé de dispositifs réglementaire représente le principal obstacle pour les établissements financiers. De même, les contraintes en termes de capitale social minimum, et de ratio de solvabilité imposés par la COBAC, ou encore celles relatives à la nature des établissements financiers dissuadent fortement les potentiels investisseurs du secteur. Côté demande, les exigences documentaires encore trop importantes et le coût encore élevé des services accentuent l'exclusion des personnes à faible revenu. Deux manifestations, découlant du respect cette réglementation sont observables aussi bien au niveau de la structure du marché bancaire que du comportement des établissements financiers. Si la première fait référence à la concentration des agences en zones urbaines, notamment à Douala et Yaoundé, ou dans les grands centres urbains caractérisés par une clientèle plus solvable, la seconde, relative à l'offre inadaptée des services, fait référence aux coûts d'accès aux services encore très élevé et aux conditions d'accès à ces services jugées trop contraignantes.

**Mots clés:** Réglementation, Système bancaire, Exclusion financière.

**Summary:** This study aims to analyze the contribution of banking sector regulation to financial exclusion in Cameroon. This analysis shows that regulatory obstacles affect both the supply and demand for banking services. The relatively large number of regulatory systems is the main obstacle for financial institutions. Likewise, the constraints in terms of minimum social capital, and solvency ratio imposed by COBAC, or those relating to the nature of financial institutions strongly dissuade potential investors from the sector. On the demand side, the still too high documentary requirements and the still high cost of services accentuate the exclusion of low-income people. Two manifestations, arising from compliance with these regulations, can be observed both in terms of the structure of the banking market and the behavior of financial institutions. If the first refers to the concentration of agencies in urban areas, especially in Douala and Yaoundé, or in large urban centers characterized by a more solvent clientele, the second, relating to the inadequate supply of services, refers to the still very high costs of access to services and the conditions of access to these services deemed too restrictive.

**Keywords:** Regulation, Banking system, Financial exclusion.

## INTRODUCTION

Bien que les avantages de l'inclusion financière, notamment en termes de lutte contre la pauvreté, de réduction des inégalités de revenu au sein des populations ou tout simplement de croissance économique des Etats ne soient plus à démontrer, On estime encore à 2,5 milliards le nombre de personnes exclus du circuit financier dans le monde (Global Findex, Banque Mondiale, 2015). Le phénomène d'exclusion financière demeure donc une préoccupation majeure dans le monde et particulièrement en Afrique. Car, en dépit de la fulgurante évolution du secteur financier semi-formel constatée ces dernières années à travers le foisonnement des institutions de microfinance et l'expansion des services financiers mobiles dans le paysage financier africain, force est de constater que, seulement 16,5% des ménages disposent d'un compte dans une institution financière formelle sur le continent (Beck et Cull, 2015). Dans ce contexte, le Cameroun fait partie des pays d'Afrique où l'exclusion financière se révèle encore importante. Avec seulement 10% d'adulte bancarisés, le secteur bancaire camerounais est encore marqué par un très faible taux de pénétration (FinScope Cameroun 2017). A titre d'illustration, d'après les données de la Banque Mondiale (2015), moins de 2% de personne âgée de 15 ans et plus bénéficie d'un crédit auprès des institutions financières formels tandis que seulement 7,7% disposent d'une épargne au Cameroun.

Définie comme étant un processus par lequel des personnes rencontrent des difficultés à accéder et/ou utiliser les services ou produits financiers offerts par les intermédiaires financiers classiques, adaptés à leur besoins et leurs permettant de mener une vie sociale normale (Bayot et Jérusalmy, 2011), l'exclusion financière a fait l'objet d'un grand nombre d'études dans les pays développés. Ces différentes analyses se sont fortement attelées à identifier les différents facteurs pouvant expliquer l'exclusion des populations ou des entreprises du circuit financier formel selon différents contextes.

Il ressort de ces différents travaux que plusieurs catégories de barrières, identifiables aussi bien du côté de l'offre que de la demande des services financiers, se dressent à l'entrée au secteur financier formel. Celles-ci peuvent être liées à l'accessibilité physique d'un individu, faisant dans ce cas référence à la distance parcourue par ce dernier pour accéder au guichet de l'institution financière teneur de son compte (Beck, Demirguc-Kunt et Peria, 2008) ; aux coûts des services, désignant des coûts de services/produits trop élevés et par conséquent non adaptés aux personnes à faible revenu (Beck et De la Torre, 2006) ; aux conditions d'éligibilités des individus, ou encore à la réglementation du système bancaire (Avom et Bobbo, 2013), qui pourtant a pour vocation première améliorer l'environnement bancaire et financier et par là l'inclusion financière.

En effet, le secteur bancaire et financier de par son rôle, représente un indicateur fiable de la bonne/mauvaise santé d'une économie. Ceci explique sans doute l'intérêt majeur accordé aux établissements bancaires et financiers par les pouvoirs publics qui, trouvent nécessaire d'organiser l'activité de ces intermédiaires financiers à travers une réglementation. Il s'agit plus précisément d'un ensemble de mesures structurelles (les barrières à l'entrée) et prudentielles (les ratios de liquidité et de solvabilité), imposées aux banques et établissements de crédit par les autorités nationales ou les instances internationales, dans le but d'influencer leur comportement en vue d'une meilleure gestion des risques individuels encourus (Artus et

Pollin 1990). Ainsi, depuis le début des années 90, un consensus international sur la nécessité du contrôle des activités des banques et établissements de crédit est établi. Celui-ci s'est encore renforcé avec la survenance d'événements majeurs (généralisation de la crise financière de 2008 à l'économie réelle, défaillance des organes de contrôle des normes réglementaire etc.) qui ont marqués le fonctionnement des systèmes bancaires et financiers nationaux et internationaux.

Le système bancaire camerounais comme celui de la majorité des pays de la zone franc n'a pas échappé à ces réformes. Autrefois caractérisé par une politique monétaire essentiellement interventionniste et un non-respect de la réglementation prudentielle, à l'origine de nombreux dysfonctionnement (sous-capitalisation des établissements bancaires, manque de transparence, accumulation d'actifs non performants, offre des services de mauvaise qualité etc. (Joseph, 2002)) ayant conduits à plusieurs faillites bancaires, le système bancaire camerounais est soumis de nos jours à une réglementation prudentielle instaurée par les profondes réformes entreprises dans les années 90.

Toutefois, si l'action des pouvoirs publics en vue de réguler l'activité bancaire a toujours été légitimée lorsqu'il s'agit de prévenir les crises ou tout simplement de préserver les intérêts des consommateurs (Gloukoviezoff, 2010), il n'en demeure pas moins que le respect de certaines règles établies par ces autorités publiques, peuvent contribuer à amplifier l'exclusion financière (De Boissieu et Couppey-Soubeyran, 2013). Ces obstacles de nature réglementaire sont cependant peu abordés dans la littérature sur l'exclusion financière. Car en effet, la majorité des travaux s'attèlent à expliquer l'exclusion financière par les facteurs traditionnelles comme : les barrières d'éligibilités, les barrières de coûts, les barrières physiques etc. Nous nous proposons dans cette étude de dépasser cette optique de l'analyse des facteurs explicatifs de l'exclusion financière. Ainsi, nous nous fixons comme objectif dans cette étude ; **analyser la contribution de la réglementation du secteur bancaire à l'exclusion financière dans le contexte camerounais.**

La première section de cette analyse présente les effets pervers de l'application de la réglementation sur le secteur bancaire camerounais (I) ; Le second met en exergue les manifestations de la réglementation dans ce secteur (II) ; Tandis que le troisième est consacré à la conclusion et aux recommandations des politiques économiques (III).

## **I. Les effets pervers de l'application de la réglementation dans le secteur bancaire camerounais**

Au Cameroun, la réglementation du système bancaire trouve son fondement dans les textes régies par une disposition communautaire de la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale (COBAC) rendue publique en 1990. Ces derniers portent sur l'organisation des différents métiers bancaire et la suppression de certains dispositifs antérieurs. Cependant, si cette réglementation se révèle indispensable au fonctionnement du système bancaire et financier camerounais, elle présente tout de même certaines dispositions dont l'application contribue à limiter aussi bien l'offre que la demande des services bancaire et financiers. La présente section porte donc sur les aspects de la réglementation bancaire qui limitent aussi bien de l'offre que de la demande des services bancaires et financiers au Cameroun.

### **1. Influence des contraintes réglementaires sur l'offre des services bancaires et financiers au Cameroun**

L'exercice de l'activité bancaire au Cameroun est soumis à un régime d'agrément de la COBAC, qui définit les dispositifs ou encore les conditions à remplir pour exercer comme établissement bancaire. Toutefois, ces dispositifs sont de plus en plus perçus comme de véritables obstacles à l'entrée au secteur bancaire, du fait principalement des coûts (irrécupérables) qu'ils engendrent et qui participent fortement au découragement des potentiels investisseurs.

Au lendemain de la crise financière de 2008, le bilan de la réglementation bancaire au Cameroun, bien qu'apparemment positif dans sa globalité, a révélé quelques limites lorsqu'on se prête à une analyse un peu plus détaillée de la mise en application des dispositifs réglementaires. Plusieurs obstacles émanant de sa mise en application sont pointés du doigt par les banques et autres établissements de crédit :

Le principal obstacle pour les banques et établissements de crédit exerçant au Cameroun est l'inflation réglementaire. Cette dernière fait référence au nombre assez important de dispositifs à respecter dans le cadre de l'exercice de l'activité bancaire. En effet, Outre les règles de solvabilité II et les accords de Bâle III, l'activité bancaire est encadrée par plus de 200 textes réglementaires, aussi bien sur le plan national, régional que mondial, dont l'application est à l'origine des rigidités qui entravent sérieusement le déploiement d'actions stratégiques des banques. Cette inflation réglementaire contraint donc les établissements bancaires et de crédit à effectuer des profondes restructurations conduisant à des transformations nécessaires à leur survie, qui nécessitent cependant d'importants coûts. On estime d'ailleurs à près de 50% des efforts d'investissement annuel, les coûts de mise en conformité à la réglementation bancaire au Cameroun. Ceci représente une charge financière énorme non seulement pour les banques et établissement de crédit présent dans le circuit, mais également un véritable motif de dissuasion pour les potentiels investisseurs.

Un autre obstacle à l'offre des services bancaires et financiers et le plus visible, est relatif au capital social minimum et au ratio de solvabilité imposé aux établissements de crédit par la COBAC. En effet, le capital social minimum appliqué par le règlement COBAC aux banque et établissements de crédit exerçant au Cameroun a connu une hausse significative.

Fixé autre fois à 1 milliard de FCFA pour les établissements bancaires et 250 millions de FCFA pour les établissements financier, il a connu une hausse à la suite de l'article 1 et 2 du règlement COBAC R-2009/01. Celui-ci le situe à présent à 10 milliards de FCFA pour les établissements bancaire et 2 milliards de FCFA pour les établissements financiers. Dans la même perspective, le ratio de solvabilité des banques a également connu une évolution : autre fois fixé à 5%, il se situe à présent à 8%. Autrement dit, pour exercer au Cameroun, les banques doivent détenir un capital social de 10 milliards de FCFA ainsi que des capitaux propres représentant au moins 8% de leurs engagements. Ces deux exigences constituent un véritable obstacle à l'entrée au circuit bancaire et financier, car placent la barre très haute pour les investisseurs, limitant par ricochet les initiatives individuelles ou de petits groupes de création de petits établissements bancaire ou de crédit.

Aux obstacles en termes de capitale social minimum ou de ratio de solvabilité, s'ajoutent aussi ceux relatifs à la nature des banques et établissements de crédit, de même que ceux relevant des procédures pour exercer l'activité bancaire. Les banques camerounaises sont assimilées à des sociétés commerciales. Par conséquent, elles sont soumises aux dispositions de l'Acte uniforme relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique, donc le respect engendre évidemment d'importants coûts pour les entreprises voulant se lancer sur le marché bancaire et financier, tout comme le respect des procédures pour exercer l'activité bancaire. Concernant cet obstacle en termes de procédures, les potentiels entrants dans le marché bancaire camerounais doivent fournir à la COBAC pour validation, un ensemble de dispositifs concernant les procédures comptables, le management de l'entreprise, le contrôle interne, le plan de continuité de l'activité, et la lutte contre les fraudes, blanchiment d'argents et le financement du terrorisme.

## **2. Influence des contraintes réglementaires sur la demande des services bancaires et financiers au Cameroun**

Soumises d'une part aux contraintes réglementaires, et d'autre part aux contraintes de rentabilité, les banques et institutions de crédit se doivent de mettre en œuvre des stratégies leur permettant de maximiser leur profit tout en minimisant les risques encourus. Toutefois, ces stratégies sont pour la plupart, susceptibles de limiter la demande des services bancaires et financiers. Plus précisément, certains dispositifs imposés par la réglementation, notamment les dispositifs relatifs aux exigences documentaires, ou encore la détermination perçue comme arbitraire, des coûts des services bancaires et financiers sont autant de mesures appliquées par les établissements bancaires et de crédit, qui peuvent être à l'origine de l'exclusion financière ou encore encourager cette dernière.

Les barrières liées aux exigences documentaires font références à un certain nombre de documents qui doivent être fournir par un individu désirant accéder aux services financiers. En effet, des documents comme une carte nationale d'identité, un plan de localisation, une facture d'électricité/d'eau, un titre foncier, un bulletin de solde etc. sont autant de pièces à fournir par un individu désirant ouvrir un compte dans une institution financière au Cameroun. Beck et al, (2008) trouvent que les exigences documentaires sont encore trop élevées dans le système bancaire et financier camerounais. Car en effet, les usages sont encore contrains de fournir aux établissements bancaire un nombre assez importants de documents

parmi lesquels, une pièce d'identité officielle (il peut s'agir d'une carte nationale d'identité ou d'un passeport valide), un justificatif de salaire (les bulletins de paie) et une preuve de domicile (un plan de localisation, un titre foncier, des facture d'électricité, de téléphone ou d'eau), (Allen et al, 2012).

Les barrières liées aux coûts des services quant à elles, peuvent avoir deux origines distinctes : elles peuvent provenir soit de la non rémunération des dépôts à vue, soit de l'encadrement du coût du crédit par la loi.

D'après Chinappi, (1991), la non rémunération des dépôts à vue est la plus part du temps perçue comme étant une contrepartie de l'exonération des frais de certains services bancaires, notamment les frais de gestion de chèques, les frais de tenue de compte etc. Cependant certaines banques et établissements de crédit qui appliquent cette disposition, ont tendance à revoir à la hausse les frais des autres services offert. De plus il n'est pas rare de trouver des établissements de crédits qui, en plus de l'application de cette disposition, imputent aux usagers des frais de tenue de compte dont, l'accumulation au fil des années favorise l'exclusion des personnes pauvres ou à faible revenu.

L'accès aux services bancaire au Cameroun est encore conditionne par de nombreuses contraintes de coûts : montant minimum pour la conservation d'un compte, taux d'intérêt appliqué au crédit, garantie exigée pour bénéficier d'un crédit (Avom et Bobbo, 2013). Jusqu'en 2008, il était encore très couteux d'avoir un compte dans une institution financière formel au Cameroun. Beck et al, (2008) estimaient à plus de 700 dollars US le coût d'ouverture d'un compte dans une banque au un établissement de crédit au Cameroun. Cependant, si l'arrête pourtant institution des services bancaire minimum garanti au Cameroun a consacré la gratuite de l'ouverture des comptes, les banques et établissements de crédit peuvent encore fixer ce manière arbitraire les frais de maintien de compte et ceux relatifs à la détention et à l'usage de certains moyens de paiement comme les cartes.

De même que pour les coûts cités ci-dessus, le marché bancaire camerounais détermine d'une manière encore perçue comme arbitraire, le coût du crédit. En effet, les modalités de calcul des taux effectifs annuels et des taux de base pratiqués par les établissements bancaire restent encore mal connues. Pour Avom et Bobbo (2013), le coût du crédit reste encore trop élevé dans le système bancaire camerounais.

Concernant les exigences en termes de garanties pour l'obtention d'un crédit bancaire, les banques et établissements de crédit conditionnent ces services par des titres fonciers ou des cautions dont la valeur est beaucoup plus supérieure aux ressources dont dispose les demandeurs de crédit. Ces garanties représentent également un facteur d'exclusion au crédit bancaire.



## **II. Les manifestations de la réglementation dans le secteur bancaire Camerounais**

Le respect des dispositifs réglementaires mise en place par la COBAC exerce une influence non seulement sur la structure du marché bancaire, mais également sur le comportement des banques et établissements de crédit au Cameroun. Tel que présenté dans la section précédente, les banques et établissements de crédit qui appliquent les dispositifs réglementaires doivent faire face à d'important obstacles de coûts, liées de manière direct au fonctionnement et de manière indirect aux effets pervers du respect de cette réglementation. Pour Beck et al, (2008), ces coûts sont la plus part du temps incorporés aux différents services offert aux usagers. L'exclusion financière qui en découle est perçue comme une conséquence du respect des normes réglementaires, qui conduit les banques et établissements de crédit à adopter des stratégies qui se révèlent négatives sur l'inclusion financière.

Nous nous attelons donc dans cette section, à présenter les manifestations du respect de la réglementation sur le secteur bancaire et financier camerounais.

### **1. La concentration des banques et établissements de crédit**

L'une des premières manifestations du respect de la réglementation imposée par la COBAC peut être observée au niveau de la répartition géographique des établissements bancaires au Cameroun. En effet le respect de cette réglementation s'est traduit par une forte concentration des agences bancaires du pays dans les zones urbaines et particulièrement dans les grandes villes du pays, lésant de ce fait les zones rurales (Avom et Eyeffa, 2007).

Caractérisé par une politique monétaire essentiellement interventionniste, le système bancaire camerounais d'avant la réglementation était dominé par une implication forte de l'Etat qui, à travers ses actions privilégiait la rentabilité sociale. Cette action se traduisait par l'implantation des agences bancaires dans les zones rurale, à faible rentabilité financière, avec pour objectif non seulement la divulgation de la culture financière au sein de certaines catégories de la population mais également la réduction de l'exclusion financière. Cependant, la réglementation va fortement modifier cette stratégie d'implantation des banques privilégiant cette fois la rentabilité financière négligée autres fois dans les stratégies des pouvoirs publics. De nos jours, secteur bancaire camerounais, bien qu'encore caractérisé par une très faible pénétration des agences bancaires (comptant seulement une agence de banque pour environ 149 000 personnes (COBAC, 2013)), est marqué par une inégale répartition géographique de ses agences comme l'illustre le tableau 1 ci-dessous.

D'après ce tableau, il est aisé de constater que, les régions du littoral, et du Centre, Sud, Est totalisent à elles seules 148 agences bancaires sur les 217 totalisées. Soit 68,2% de l'ensemble des banques au Cameroun. Cette forte concentration des établissements bancaires concerne principalement les villes de Douala et Yaoundé où, on note également de grandes disparités en faveur des grands centres urbains.

**Tableau 1 : Implantation géographique des agences bancaires au Cameroun**

	<b>Littoral</b>	<b>Centre/Sud / Est</b>	<b>Nord-ouest/ Sud-ouest</b>	<b>Adamaoua/Nord/Ext rême Nord</b>	<b>Ouest</b>
BGFI	3	1	0	0	0
ATLANTIQUE	6	1	4	0	1
UBA	7	4	1	0	1
NFC BANK	2	5	6	0	0
UBC	5	3	4	0	1
ECOBANK	13	7	3	4	1
CITI BANK	1	1	2	0	0
CBC	4	3	0	2	1
AFRILAND	11	8	2	4	3
STD BANK	1	1	0	0	0
SGBC	11	7	2	4	3
SCB	11	11	3	3	2
BICEC	11	10	7	4	3
<b>Total</b>	<b>86</b>	<b>62</b>	<b>32</b>	<b>21</b>	<b>16</b>

Source : Conseil National du Crédit du Cameroun, 2014

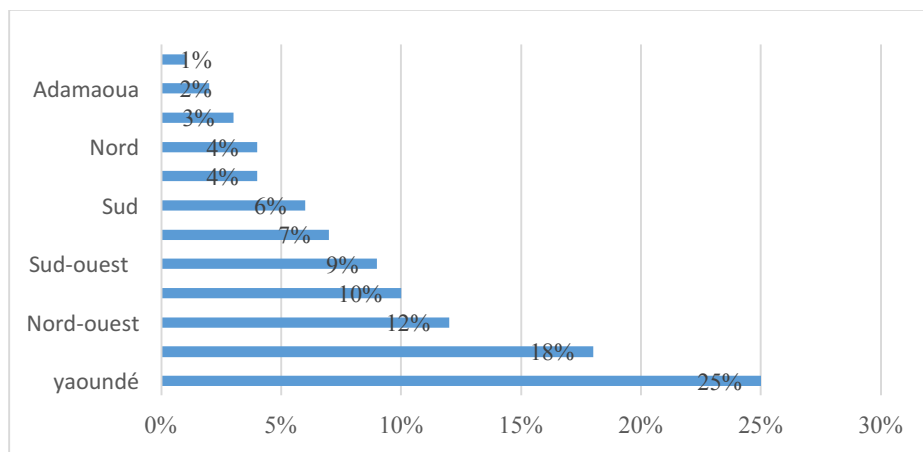
Cette concentration des agences bancaires est à l'origine des difficultés d'accès aux services bancaires (notamment en termes de coûts de transport nécessaire pour se rendre aux agences) à l'endroit des populations résidentes dans les zones périphériques (Avom et Bobbo, 2013).

L'inégal implantation des agences bancaires sur le territoire camerounais trouve principalement une justification dans les motifs de rentabilité économique : en effet, en choisissant de s'implantant dans les grands centres urbains, les établissements bancaires ciblent une clientèle beaucoup plus nantis, constituée de chef d'entreprises ou de fonctionnaires dont les activités sont généralement exercées dans les grand centres urbain.

Toutefois, cette inégale répartition des agences bancaires permet également d'expliquer d'une part, la forte préférence pour les circuits financiers informels (particulièrement les tontines) observée dans les zones rurales, et d'autre part la forte préférence des individus pour les liquidités ou encore les paiements en espèces, au détriment de l'usage des autres instruments de paiement comme la carte bancaire ou le chèque.

La concentration des agences au Cameroun est tout aussi observable du côté des établissements de microfinance (EMF), bien que ces derniers aient pour mission servir les populations rurales faisant faces aux contraintes géographiques d'accès aux services des banques. En effet, comme montre le graphique 1 ci-dessous, les EMF présentent une répartition géographique similaire à celle des banques. Un inventaire du nombre d'agence de microfinance par régions, réalisé dans le cadre de l'enquête FinScope Cameroun en 2017 (graphique 1) révèle que malgré la forte densité des EMF au Cameroun, il existe de grandes disparités dans la répartition de celles-ci sur l'étendue du territoire nationale. En effet, les villes de Yaoundé et Douala comptent à elles seule 43% de l'ensemble des agences des EMF fonctionnels du pays.



**Graphique 1 : Implantation géographique des agences de microfinance au Cameroun**

Source : FinScope Cameroun (2017)

Cette concentration des EMF dans les grands centres urbains trouve une explication dans l'application de la réglementation qui, favorise la complémentarité entre établissements bancaires et EMF. Comme le fait remarquer Fall (2009), les activités des établissements bancaires et des EMF se révèlent parfaitement complémentaires en Afrique subsaharienne. En effet, la non éligibilité des EMF fait en sorte que ces dernières ne peuvent se refinancer auprès de la Banque centrale, mais auprès des établissements bancaires où elles sont clients. La conséquence à cette complémentarité est que les EMF délaissent désormais les populations des zones rurales pour focaliser leurs activités dans les zones urbaines ou les grands centres urbains, à la recherche d'une clientèle beaucoup plus solvable.

## 2. L'offre inadaptée des services bancaires

Après l'obstacle physique matérialisés par la concentration bancaire issue du respect de la réglementation tel que présenté ci-dessus, il se dresse devant les usagers d'autres obstacles à l'accès aux services bancaires, cette fois identifiés à l'intérieur même des établissements bancaires et de crédit. Il s'agit notamment des obstacles liés aux coûts et ceux relatifs aux conditions d'accès au crédit.

Les obstacles en termes de coûts rencontrés par les usagers des services bancaires peuvent être subdivisés en deux principales catégories. La première concerne les coûts relatifs à l'accès des usagers aux banques : elle fait principalement référence aux conditions d'éligibilité des usagers. Et la seconde, catégorie est relative aux coûts d'accès aux différents services bancaires.

La première catégorie de contrainte liée au coût fait référence aux différentes exigences en termes de documents à fournir par usagers pour ouvrir un compte ainsi que le montant minimum d'ouverture d'un compte. En effet, les barrières documentaires représentent encore un obstacle réel à l'accès aux services bancaires et financiers au Cameroun du fait non seulement du nombre très élevé des documents exigés par les établissements bancaires, mais également en raison de l'inaccessibilité de certains documents pour certaines catégories d'individus, notamment les personnes à faible revenu. Beck et al (2008) abondent dans ce sens en présentant le Cameroun comme faisant partir des pays à exigences documentaires très élevé.

**Tableau 2 : Les exigences documentaire et montant minimal d'ouverture de compte**

Type de compte	Document exigé	Dépôt initial
Compte d'épargne individuel	Copie CNI/carte d'étudiant ; plan localisation ; facture eau/électricité ; demande manuscrite ; 03 photos 4x4	Type 1 : 50 000 fcfa Type 2 : 25 000 fcfa Type 3 : 10 000 fcfa
Compte d'épargne joint	Copie CNI des signataires ; plan localisation ; facture eau/électricité ; demande manuscrite ; acte de mariage ; 03 photos 4x4 de chaque signataire	50 000 fcfa
Compte d'épargne association, réunion de famille, GIC	Demande sur papier entête ; copie autorisation, statuts	100 000 fcfa
Compte courant individuel : salarié fonctionnaire	Copie CNI ; plan localisation ; facture eau/électricité ; demande de virement de salaire ; attestation de présence effective ; bulletin de salaire ; attestation de non redevance ; 03 photos 4x4	Aucun
Compte courant individuel : salarié non fonctionnaire	Copie CNI ; lettre d'embauche ; bulletin de salaire ; plan localisation ; facture eau/électricité ; demande manuscrite ; 02 photos 4x4	Aucun
Compte courant individuel : non salarié	Copie CNI/passeport ; demande d'ouverture de compte ; plan localisation ; facture eau/électricité ; 02 photos 4x4	50 000 fcfa (Dépôt de garantie : 50 000 fcfa)

Source : A partir des entretiens auprès de quelques banques et microfinances

Le tableau 2 ci-dessus met en exergue les différentes exigences documentaires pour accéder aux comptes dans quelques banques et établissement de crédit au Cameroun. Il permet de constater que de nombreux documents : notamment des pièces d'identification (carte nationale d'identité, carte d'étudiant, passeport valide) ; des preuves d'emploi et de perception de salaire (bulletins de salaire, attestation de présence effective, lettre d'embauche) ; des preuves de domicile (facteur d'eau, d'électricité, de titre foncier) ; ou d'autre documents officiels comme les actes de mariage, doivent être fournis aux institutions financière par toute personne désirant ouvrir un compte bancaire. Ces différents documents exigés représentent de véritables facteurs discriminant, particulièrement pour les personnes à faibles revenus qui sont dans la plus part du temps dans l'incapacité de se procurer certains de ces documents (exemple de la CNI dont les procédures d'acquisitions sont encore contraignantes et les coûts encore trop élevés pour les personnes à faibles revenus), mais également pour les personnes n'ayant pas un emploi (c'est le cas des exigences en termes de bulletin de salaire, de lettre d'embauche ou encore d'attestation de présence effective etc.).

S'agissant des exigences en termes de montants minimum d'ouverture d'un compte ou de frais de tenue d'un compte, il en résulte un problème de soutenabilité de ces frais compte tenu du revenu des individus. Genesis (2005) montre à ce propos qu'il est insoutenable pour un ménage à faible revenu d'allouer plus de 2% de son revenu aux changes bancaires. Pourtant, au Cameroun les frais bancaires vont très souvent au-delà de ce seuil (Beck et al, 2008).

La seconde catégorie de coûts fait référence de manière générale au niveau élevé du coût du crédit et des garanties exigées par les banques et établissements de crédit. Avant la libéralisation financière, les coûts de crédit dans le secteur bancaire camerounais étaient encadrés par les pouvoirs publics, qui considéraient le crédit plutôt comme un instrument de développement. La libéralisation financière va venir encadrer le taux de crédit en fixant aussi bien un taux créditeur minimum (TCM), qu'un taux débiteur maximum (TDM) applicable à l'ensemble des banques et établissements de crédit éligibles par la BEAC. Cependant, le taux débiteur maximum additionné à certaines commissions va contribuer à alourdir encore plus les charges du crédit.

La suppression du TDM et des frais de tenue de compte à vue des particuliers en 2008 ne va pas améliorer le coût des services bancaires au Cameroun. Car en effet, en l'absence d'une base d'appréciation des niveaux de taux d'intérêt, les banques et établissements de crédit vont se livrer à des pratiques de taux d'intérêt dont les modalités de calculs ne sont pas toujours transparentes. Cette situation va conduire à l'adoption d'un taux effectif global (TEG) des différents crédits consentis aux usagers et d'un taux d'usure calculé périodiquement sur la base des coûts historiques des TEG. Comme l'affirment Avom et Bobbo, (2013), ces mesures vont permettre de réduire significativement le coût du crédit bien que celui-ci reste encore à un niveau élevé au Cameroun tel qu'illustré dans le tableau 3 ci-dessous.

Il permet de constater une augmentation du coût du crédit accordé non seulement aux particuliers, aux GE, aux administrations publiques mais aussi aux collectivités territoriales décentralisées entre les périodes 2016 et 2017.

**Tableau 3 : Taux effectif global pratiqué par les banques camerounaises en 2016 et 2017 (en %)**

Catégories	2016	2017
Prêts aux particuliers	13,65	13,88
Prêts aux PME	10,55	9,33
Prêts aux grandes entreprises (GE)	5,51	5,60
Prêts aux personnes morales autres que les PME et GE	9,43	6,71
Prêts aux administrations publiques et collectivités territoriales décentralisées	6,11	6,87

Source : Conseil National du Crédit

A ces coûts de crédit encore élevés s'ajoutent des exigences en termes de garanties encore très contraignantes. En effet, si certains usagers sont prêts à supporter les taux d'intérêt élevés appliqués aux crédits bancaires, les garanties exigées par les banques et établissements de crédit ont pour effet de fortement décourager ces derniers. Autrement dit, au Cameroun un nombre encore important d'individu n'accède pas au crédit du fait des exigences en termes de garanties (titre foncier, hypothèque de véhicule, maison etc.). Les usagers ne disposent pas suffisamment de ressources pour pouvoir disposer des garanties demandées par les banques. Les travaux menés par le CRETES<sup>1</sup>(1996), indiquent que moins de 40% des PME camerounaises sollicitent le crédit bancaire pour le financement de leurs activités faute de garantie exigée qui, est souvent considérée par les entreprises comme un prétexte de refus d'octroi du crédit.

Ces contraintes et termes de coût encore trop élevé des garanties peut expliquer à suffisance le fait que les entreprises tout comme les ménages ont tendance à privilégier le secteur financiers informel, particulièrement les tontines et les mutuelles pour le financement de leurs différentes activités (Bekolo, 1989).

## CONCLUSION

L'objectif de cette étude était d'analyser la contribution de la réglementation du secteur bancaire à l'exclusion financière au Cameroun. L'analyse qui s'en est suivie a permis de mettre en exergue certains aspects de la réglementation du secteur bancaire camerounais qui concourent à générer ou encore amplifier l'exclusion financière.

Autrement dit, cette étude a montré que l'application de certains dispositifs réglementaires visant à réguler l'activité bancaire se trouve être à l'origine des exclusions, aussi bien du côté de l'offre que de la demande des services bancaires. En effet, le nombre assez élevé de dispositifs réglementaire encore appelé inflation réglementaire s'avère être le principal obstacle pour les banques et établissements de crédit dans la mesure où, leur respect nécessitent d'importants coûts de mise en conformité donc ne disposent pas toujours les intermédiaires financiers. De même, les contraintes en termes de capitale social minimum, de ratio de solvabilité imposés par la COBAC encore tout élevées, tout comme ou celles relatives à la nature des banques et établissement de crédit représentent des véritables barrières dissuasives pour les potentiel investisseur du secteur bancaire. En ce qui concerne la demande des services bancaires, les exigences documentaires encore trop importantes, tout comme le coût encore élevé des services bancaires accentuent l'exclusion financière des personnes ayant de faibles revenus.

Parallèlement cette analyse présente quelques manifestations de l'application de la réglementation dans le secteur bancaire camerounais. Elle montre premièrement que, le respect des dispositifs réglementaires peut être à l'origine des barrières physiques à l'accès aux services bancaire. Notamment chez les personnes à faibles revenus, du fait de la concentration géographique des agences de banques et institutions de microfinance. Ces intermédiaires financiers sont principalement localisés dans les zones urbaines particulièrement dans les villes de Douala et Yaoundé, et précisément dans les grands centres urbains regorgeant d'une clientèle beaucoup plus solvable. La seconde manifestation est

---

<sup>1</sup> Centre de Recherche en Economie et Sondage

relative à l'offre inadaptée des services bancaire, fait référence non seulement aux coûts d'accès aux services bancaire encore très élevé, mais également aux conditions d'accès à ces services jugées encore trop contraignantes.

Cependant, les banques et établissements de crédit étant plus guidés par des motifs de rentabilité, la promotion de l'inclusion financière nécessite principalement des actions de la part des autorités monétaires. Ainsi, il incombe à ces dernières de procéder à un réajustement de la des dispositifs réglementaires, ceci dans le but d'encadrer non seulement les niveaux des taux d'intérêt, de ramener à un niveau moins contraignant les exigences documentaires nécessaires à l'accès aux comptes bancaire, mais également de revoir les exigences en termes de garanties qui limitent encore fortement l'accès au crédit bancaire au Cameroun.

Toutefois, le fort potentiel d'inclusion attribué aux services mobiles grâce au succès du M-Pesa amorcée en 2007 au Kenya et généralisé dans plusieurs pays en développement, devrait servir de motivation au développement de ce nouveau type de service considéré non seulement comme moins couteux et sécurisé (Must et Ludewig ; 2010), mais qui procure également des avantages en termes de mobilité, compte tenu de la réduction des coûts de transactions liés aux contraintes géographiques qu'il procure.

---

**BIBLIOGRAPHIE**

Allen F., Demirguc-Kunt A., Klapper, L. and Peria, MSM. (2012), « The foundations of financial exclusion: understanding ownership and use of formal accounts », *the World Bank, Development research group, Finance and private sector Group*.

Artus, P., Pollin, J. (1990), « les effets de la réglementation et le comportement des banques », *Financial and Monetary Policy Studie*, n 20, p. 253-274.

Avom D. et Bobbo A. (2013), « Réglementation bancaire et exclusion financière dans la CEMAC », *working papers in progress*.

Avom, D. et Eyeffa-Ekomo, S. (2007) Quinze ans de restructuration bancaire dans la CEMAC : qu'avons-nous appris ? *Revue d'économie financière*, 189, 183-205.

Banque Mondiale. (2015). *the Little Data Book on Financial Inclusion*. Washington.

Bayot, B. et Jerusalmy, O. (2011) *Rapport inclusion financière*. Namur: Réseau Financement Alternatif.

Beck, T. and De la Torre, A. (2006), « the basic analytics of access to financial services », *World Bank Policy Research, Working Paper 4026*.

Beck, T., Cull, R., (2015). Banking in Africa. In: Berger, A.N., Molyneux, P., Wilson, J.O.S. (Eds.), *The Oxford Handbook of Banking*. Oxford University Press, pp. 913–937.

Beck, T., Demirgüc-Kunt, A. and Martinez Peria, M. (2008) « Banking services for everyone? Barriers to bank access and use around the world », *World Bank Economic Review*, 22(3), 397-430.

Chiappori, P-A. (1991), « La non rémunération des dépôts à vue : quelques éléments théoriques », *Revue française d'économie*, Vol.6, numéro 3-6.

De Boissieu, C., Couppey-Soubeyran, J. (2013) «la réglementation bancaire », in C. De Boissieu, J. Couppey-Soubeyran (ed), *Les Systèmes financiers : mutations, crises et régulation*, Paris Economica, p. 147-173.

Fall, F. (2009), « Panorama de la relation banques/institutions de microfinances à travers le monde », *Revue Tiers-Monde*, vol. CXCIX, n 3, p. 485-500.

Genesis (2005), *An Inter-Country Survey of the Relative Costs of Bank Accounts*. Johannesburg, South Africa.

Gloukoviezoff, G. (2010), «L'exclusion bancaire. Le lien social à l'épreuve de la rentabilité », *Presses Universitaires de France*, Collection « le lien social », 2010, p.370.

Joseph, A. (2000), « Le rationnement du crédit dans les pays en développement : le cas du Cameroun et de Madagascar », *Le Harmattan*.

Must, B. et Ludewig, K. (2010), "Mobile money: cell phone banking in developing countries", *Policy Matters Journal*, Spring 2010, 27-33.